

# L'Humanité Rouge



Quotidien  
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 La Source

● Reims

## LE PCF DEFENSEUR DE L'ORDRE BOURGEOIS

### MANIFESTEZ NOMBREUX

A l'appel de l'Humanité Rouge et de  
la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France

## VENDREDI 10 JUIN A 18 H

### Gare Saint-Lazare,

Jour des obsèques de Pierre Maitre,  
ouvrier assassiné à Reims par les tueurs fascistes  
et le pouvoir qui les arme

Mardi après-midi, les travailleurs des Verreries mécaniques champenoises refusaient fermement les exigences du secrétaire de l'UL-CGT, cherchant à faire reprendre le travail à tout prix.

Si le vote n'a pas eu lieu, c'est précisément parce que les responsables révisionnistes étaient loin d'être sûrs de remporter le morceau et ne tenaient pas à remporter une nouvelle veste. Par ailleurs, les piquets de grève sont maintenus jusqu'aux obsèques de Pierre Maitre.

La ligne générale de sabotage des luttes de la Confédération CGT, contrôlée par les dirigeants du parti révisionniste, a donc été strictement appliquée en l'occurrence par l'UL.

Dès l'intervention du commando fasciste, le maire révisionniste de Reims avait donné le ton en déclarant : « La municipalité d'union de Reims est soucieuse de développer la vie démocratique et la sécurité dont la population a besoin. Nous exigeons que l'ordre soit maintenu et la sécurité garantie. L'intervention de la municipalité a permis de limiter les incidents de la semaine passée. Nous continuerons de tout faire pour que la sécurité des citoyens soit garantie ».

Cette politique de démobilisation et de maintien à tout prix de l'ordre bourgeois fait ainsi chorus avec la propagande réactionnaire traditionnelle qui prétend être « contre toute violence, d'où qu'elle vienne ».

Prétendant parler en leur nom, le révisionniste de service de l'usine a déclaré de son côté, crûment : « Les travailleurs savent que c'est par la lutte unie et pacifique, par le bulletin de vote que leurs espoirs de changements peuvent se concrétiser ».

C'est une manifestation supplémentaire du fait que la ligne révisionniste a pour seul objectif les élections de 78 et cherche à détourner la classe ouvrière de la seule voie possible : la lutte révolutionnaire classe contre classe. Ainsi, elle se démasque chaque jour un peu plus car on ne peut à la fois prétendre gérer les intérêts du capitalisme assassin et défendre les travailleurs qui s'y opposent par tous les moyens et veulent en finir avec ce système.

Lire page 2

L'interview du  
Pan African  
Congress

#### Editorial

### A droite comme à « gauche » ça nationalise

Au Conseil des ministres de mercredi, Giscard a invité le gouvernement à adopter les dispositions nécessaires pour que l'État prenne une participation dans le capital de la société Marcel Dassault - Bréguet-Aviation, lui assurant une minorité de blocage, afin de rationaliser les structures de l'industrie aéronautique. La prise de participation de l'État constituerait un tiers du capital de la société.

Dassault a déclaré seulement qu'il ne voyait pas l'intérêt d'une telle mesure ; son fils ajoutait : « Mais pourquoi pas ? ». On se souvient peut-être qu'en octobre 1976 déjà Dassault avait écrit à Ségué : « Si le gouvernement de la France décidait la nationalisation de mes usines, je n'aurais naturellement qu'à m'incliner ». Il ajoutait : « J'aimerais en rester le conseiller technique ».

Ainsi donc, non seulement le Programme commun, mais aussi Giscard et même à la limite Dassault lui-même, envisagent à des degrés divers de nationaliser le groupe. Cette convergence n'est surprenante qu'en apparence.

Déjà Marx et Engels en leur temps ont expliqué que les nationalisations en système capitaliste étaient un phénomène normal, profitable au système, qu'elles en faisaient partie. Au fur et à mesure du développement du capitalisme, la théorie marxiste fut développée sur cette question, par Lénine notamment.

Dans un pays impérialiste comme la France, la tendance du capitalisme c'est le regroupement, c'est la monopolisation, c'est aussi la main-mise de plus en plus grande de l'État sur les entreprises. Cette main-mise de l'État se fait soit directement par la

nationalisation qui fait de l'entreprise une entreprise d'État, soit indirectement, par le biais des banques, des capitaux, des prises de participation de l'État. Voilà pourquoi il n'est pas étonnant que Giscard pense à nationaliser Dassault et que Dassault prenne la chose avec sérénité.

Voilà pourquoi aussi les marxistes-léninistes disent que le Programme commun est un programme bourgeois, un programme qui a pour but le développement du capitalisme.

Quelle différence y a-t-il au fond entre ce que propose Giscard (30 % de participation de l'État), ce que propose Mitterrand (plus de 50 % de participation de l'État), ce que propose Marchais (contrôle de l'État à 100 %) ? Il n'y a qu'une différence de degrés. Le principe est le même.

Toute la question est en effet de savoir quelle est la nature de l'État qui nationalise.

Dans le cadre d'un État capitaliste, ce qui ne changera pas avec l'arrivée de la « gauche » au pouvoir, les nationalisations ne portent pas atteinte au capitalisme. Au contraire, elles permettent de mettre toutes les possibilités de l'État au service du développement d'un secteur malade. Par exemple, la mesure concernant Dassault fait partie d'un plan plus général de redressement de l'aéronautique française, secteur de pointe mais touché lui aussi par la crise.

Dès lors, la seule perspective qui s'ouvre aux travailleurs, c'est la destruction complète de l'État capitaliste par la Révolution prolétarienne et l'instauration d'un État de type nouveau, d'un État au service des travailleurs : la dictature du prolétariat.

● Sonacotra  
Champigny

### Un délégué du foyer menacé d'expulsion

Alors que tous les résidents du foyer Sonacotra en lutte de Champigny préparaient activement la grande fête de samedi, un collage des affiches d'annonçant était organisé.

Pendant le collage, survient une ronde de police qui embarque un des travailleurs immigrés, délégué du foyer Sonacotra.

Il paraît que, sous prétexte que ce travailleur n'avait pas ses papiers sur lui, un arrêté d'expulsion dans les 48 heures aurait été pris contre lui. C'est là une nouvelle provocation du pouvoir contre les grévistes de la Sonacotra. Elle échouera comme les autres devant l'unité et la solidarité tissée autour des grévistes de la Sonacotra pour exiger la remise en liberté de leur camarade.



Un événement très important à Marseille

## Manifestation contre la prison d'Arenc

Le Collectif-Arenc voulait organiser le 4 juin une marche pacifique contre l'existence de la prison d'Arenc et pour l'inculpation des responsables (les deux principaux mots d'ordre du Collectif). Cependant, mercredi, à 17 h, le chef de cabinet du Préfet agissant sous ordre nous fait signaler l'interdiction de la manifestation ainsi que de tout rassemblement. Une délégation se rendra à la préfecture avec des responsables CFDT et des membres du Collectif, puis de nombreux contacts sont pris avec les flics. Tout cela s'avèrera totalement inefficace, tout ce que les flics nous diront c'est : « Il y aura des provocations et des troubles graves si vous organisez quelque ce soit ». Cela annonçait donc la couleur et tentait d'intimider le collectif.

Donc, une fois de plus, le préfet qui, d'ailleurs est susceptible d'être lui-même inculpé pour détention illégale à Arenc avec aussi Ponia et Bonnet, montre la vraie nature du pouvoir d'État car évidemment les ordres viennent de plus haut. Arenc fait peur à la bourgeoisie car c'est une pièce maîtresse de son ordre répressif et raciste. C'est par là que doivent passer des milliers de travailleurs immigrés pour l'expulsion avec le cycle exploitation-chômage - plus de papiers - expulsion. C'est le travailleur considéré comme une marchandise, on le jette quand il ne sert plus !

Déjà le 26 mars, on avait été interdit mais là, le Collectif-Arenc n'avait appelé à rien, nous n'étions pas préparés pour cela, rien n'avait été prévu et une chose improvisée aurait pu laisser place à des provocations policières. Cependant, dès la décision prise du 4 juin, le Collectif a envisagé très sérieusement la possibilité (presque évidente) d'une interdiction. Une organisation impeccable fut mise en place, c'est par petits groupes que chacun convergea vers le lieu prévu de départ de la manifestation interdite.

Et là, tout le monde s'est retrouvé à un coup de sifflet Place Notre-Dame-du-Mont. Ce sont 2 500 personnes qui furent présentes ! Malgré des arrestations (une vingtaine) des groupes qui se sont perdus, etc. Ce succès immense a montré la détermination très grande de tout le monde.

Les mots d'ordre ont été : « Non, non, non, à la prison d'Arenc », « Légale ou illégale, Arenc doit fermer », « manifestation interdite ou pas contre Arenc nous sommes tous là », « La prison doit fermer, le préfet inculpé », « A bas le racisme qui divise les travailleurs ».

Les manifestants ont parcouru le centre ville pendant 1/2 heure à la barbe de tout l'important dispositif poli-

cier mis en place. Tout au long du parcours, le caractère strictement pacifique aura été maintenu, aucune fausse note. Cela montre bien que la légalité bourgeoise, on peut s'en passer tout en gardant un caractère large et démocratique à l'action.

Mais Arenc gêne aussi la bourgeoisie dite de gauche qui n'aspire qu'à une chose : c'est gérer la prison d'Arenc en toute légalité et donc pour cela modifier la loi !

Defferre a reçu une délégation du Collectif, il s'est fait un peu mousser dans son journal comme soi-disant défenseur du Collectif Arenc, seulement son journal « Le Provençal » a fait un black-out total sur tous les communiqués du Collectif ne mentionnant même pas le lendemain la tenue de la manif. D'ailleurs, comment oublier que la prison d'Arenc se trouve dans le port autonome de Marseille propriété de la Chambre de commerce donc géré par la municipalité.

La CGT a répondu au téléphone au Collectif : « on défend les libertés, donc on fera peut-être un communiqué mais on se fout bien pas mal de tout ce que vous comptez faire par la suite ».

Le journal du PC « La Marseillaise », a pondu deux tout petits communiqués à des endroits pratiquement invisibles du journal entre « les 20 ans de réclusion des parricides de Veloux », les « accidents de circulation » et l'horaire des bateaux du port de Marseille !

Le PCF, le PS et tout leurs acolytes ont bien sûr été totalement absents, même pas un communiqué pour la forme !

La CFDT quant à elle, si elle a passé une information minimum dans les syndicats, a envoyé une lettre au préfet puis une délégation, a toutefois refusé de soutenir l'initiative du Collectif et même de lui prêter une salle pour tenir une réunion quand le Collectif pour des raisons évidentes de sécurité a dû partir de son local.

Les dirigeants de la CFDT en cédant devant l'arbitraire policier n'ont pas permis à la CFDT d'être ce jour-là un syndicat de classe. Les manifestants qui sont passés sous les fenêtres de l'UD le leur ont prouvé.

Devant le grand succès remporté le 4, le Collectif sort renforcé. Il a montré que pour développer une action de masse, démocratique il n'y a aucun besoin des partis de l'Union de la gauche. Aujourd'hui, le Collectif est une force autonome, qui par son existence même, son fonctionnement démocratique et ses mots d'ordre clairs combat la ligne bourgeoise et défaitiste que propagent les révisionnistes du PCF et les crapules grandes bourgeoises du PS.

Correspondant HR



Il y a un an, Soweto

## Interview d'un représentant du Pan African Congress

A l'occasion du premier anniversaire des révoltes de Soweto et des massacres qui s'en suivirent, faisant 500 morts, nous publions ici une interview donnée à notre confrère américain « The Call » par Theo Ibi, représentant du PAC (Congrès panafricain), mouvement qui a dirigé la lutte de libération en Azanie au cours de 18 dernières années.

Nous publierons demain la suite de cet interview « Les deux superpuissances et l'Afrique du Sud ».

— Q : Quels sont les facteurs qui ont conduit au soulèvement de Soweto l'été dernier ? Quel impact Soweto a-t-il eu sur l'ensemble de la lutte de libération azanienne ?

— Ce sont toutes les manifestations de l'apartheid qui sont responsables de ce soulèvement : Les Africains veulent récupérer leur terre ainsi que leur libération au sein d'une unité nationale

revinrent de prison, le PAC se réorganisa et se prépara en vue d'un soulèvement armé général. Les efforts enthousiastes et fiévreux continuèrent jusqu'au début de l'année 1963.

En avril 1963, 10 000 militants ou plus du PAC furent arrêtés au cours d'une rafle policière d'ampleur nationale, à la suite d'une trahison la veille du soulèvement. Plus de 100



Les massacres de Sharpeville en 1960...

unique. Ayant goûté à l'appréhension de la domination blanche pendant si longtemps ce qu'ils veulent aujourd'hui, c'est leur liberté, l'autodétermination qui leur soit propre.

Les Azaniens, dans leur lutte ne veulent rien moins que le pouvoir d'État et le renversement de la domination blanche...

Une des choses les plus importantes, c'est qu'ils n'ont plus peur des fusils de l'ennemi ! Cela a ouvert les perspectives les plus enthousiasmantes et les plus encourageantes pour la lutte à venir. La guerre du peuple n'est plus désormais un projet.

— Q : Quels sont l'histoire et le programme du PAC ?

— Le PAC est né le 6 avril 1959 après plus de 10 années de lutte contre la vieille direction de l'ANC (Congrès national africain) lutte sur les objectifs, la discipline, et les méthodes de combat. Le 21 mars 1960, le PAC lançait la campagne d'action positive qui résulta dans les massacres de Sharpeville. La campagne se concentra surtout sur les lois de circulations opprimantes auxquels seuls les Africains étaient soumis. Tous les dirigeants furent condamnés à des peines de prison atteignant jusqu'à trois ans. Vers la fin 1952, lorsque quelques dirigeants

le monde en marche

colonialisme et l'hégémonie.

Notre lutte est pour l'émancipation et l'indépendance nationale, pour la libération des forces de production, pour la libération et, à un stade ultérieur l'unification du continent africain, ce qui délivrera tout son potentiel, pour son propre bien et celui de toute l'humanité.

— Q : Quels sont les points forts et les points faibles du régime de Vorster ? Quelle est la signification de l'affaire du Transkei ?

— La plus grande force de la domination blanche aujourd'hui repose sur son armée et ses forces de police. Ces deux éléments fondamentaux du pouvoir d'État de la RAS sont sans doute les mieux disciplinés et les mieux équipés de toute l'Afrique australe. C'est

pourquoi, la RAS a pu ainsi, non seulement réprimer à grande échelle à l'intérieur du pays, mais continuer à développer son agression à l'extérieur.

La plus grande faiblesse de la RAS, c'est son économie. Le jour où la totalité de notre « travail noir à bon marché » décidera de tout sacrifier en partant complètement, l'économie de la RAS s'écroulera et avec elle, toute la construction et les structures du colonialisme d'apartheid.

Notre force, ce sont les millions d'opprimés. Nous sommes une majorité écrasante, eux sont une minorité ridicule. Nous devons faire un travail encore meilleur afin de mobiliser, d'organiser, d'éduquer, d'armer notre peuple, et une nouvelle page glorieuse, la dernière, sera tournée dans un combat à mort.



n'ont en rien entamé la volonté de lutte du peuple azanien

## Meeting sur la lutte à Timor

organisé par l'Association de solidarité avec Timor oriental

TIMOR : Terre agressée... Terre d'espoir...

Film français de 20 minutes retraçant la lutte du peuple de Timor contre l'invasion indonésienne...

DEBAT : Où en est la lutte actuellement ?

Sur le terrain... au plan diplomatique...

Les chances de victoire face à l'Indonésie

Le soutien... et les obstacles extérieurs

VENEZ NOMBREUX

JEUDI 9 JUIN 1977

A 20 H 30

68 RUE DE BABYLONE

PARIS 7e

## ● Chine

Le président Nimeiry du Soudan a exprimé lors d'un banquet offert en son honneur, son total accord avec les mises en garde du Parti communiste chinois vis à vis du social-impérialisme.

Il accuse un « certain pays » (l'URSS) soi-disant progressiste d'être en fait « un marchand de morts, vendant des munitions à un prix exorbitant » et de chercher à « mettre ses mains partout, à semer la dissension et à pécher en eaux troubles », sous le prétexte d'appuyer les

mouvements de libération nationale.

Par ailleurs, le vice-premier ministre Li Hsien-nien a dénoncé la politique impérialiste de l'URSS et a notamment félicité le gouvernement soudanais de sa ferme attitude à son égard qui s'est traduite récemment par l'expulsion des experts militaires et des diplomates soviétiques du Soudan et d'avoir dénoncé à plusieurs reprises des complots d'agression, d'interférence et de subversion fomés par l'URSS.

## Halte au génocide du peuple guyanais

### Meeting le vendredi 10 juin

AU 177 RUE DU CHARONNE  
Métro : Alexandre Dumas, à 19 H 30  
organisé par l'Union des Etudiants guyanais



### Léonide part en voyage...

...Il était une fois un gentil nouveau TSAR qui rêvait un beau voyage qu'il allait faire en train...



...ET PUIS ON SIGNERA DES ACCORDS A "AVANTAGES MUTUELS" HI HI HI HI...



...ET LE SOIR A LA TELE JE RACONTERAI DE JOLIES HISTOIRES AUX FRANÇAIS!



...et c'est en faisant un dernier songe que LÉONIDE alla se coucher ce soir là...



...Et le lendemain dans le Tors leu Imperial!



Ch! oui Brejnev: voilà le sort que te réserve notre peuple!!!

## A Reims

# Qui est derrière les groupes fascistes CFT, SAC, UNI?

Les membres de la CFT et du SAC sont les hommes de main de gens haut placés. Ce sont des bandes armées prêtes à renforcer l'appareil répressif ou à faire les sales besognes que la police et la justice bourgeoise ne peuvent pas accomplir au grand jour.

C'est ainsi que le bruit court à Reims (il est très difficile d'avoir des preuves avec ces gens-là) que le SAC s'entraînait, il y a quelques années (après 68) dans une des caves de champagne au nom très connu ne serait-ce que pour avoir fourni un certain nombre de ministres, maires, etc.

Un autre groupe fasciste l'UNI (Union nationale universitaire) aurait des liens très étroits avec la police et la justice locale de Reims. Ces liens se noueraient d'ailleurs dans une auberge de la région dont la réputation est «plus que douteuse».

Dans un article paru ces jours-ci dans «l'Union», l'UNI déclare qu'elle «constate avec affliction que les propagandistes de la révolte ont fait de Reims un brasier de haine où l'on blesse les forces de l'ordre, où l'on entrave la liberté du travail, où l'on rend homicides des compagnons de labeur».

### UNE NOUVELLE BROCHURE EST PARUE

«Paris 19 mars 1977 - 106<sup>e</sup> anniversaire de la Commune de Paris - Manifestation et meeting des communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge».

Agrémentée de nombreuses photos, cette brochure reprend les diverses interventions du meeting du 19 mars. Elle se termine par l'intervention politique, particulièrement importante, du camarade Jacques Jurquet, directeur politique de l'Humanité rouge.

## • Béziers

### «Le chapiteau de la jeunesse» :

# Un fiasco pour le révisionnisme

19 h. Nous sommes arrivés sur la place du Champ-de-Mars à Béziers, le chapiteau est plus petit que nous ne le pensions, à mesure que nous approchons, le rock s'amplifie, à l'entrée c'est tout juste si on peut demander, à une militante du MJ«C»F (les jeunes révisionnistes) :

— Qu'est-ce qu'il y a de prévu ?

— Vibrarock, Folk-Rock, Mans de Breisch, etc.

— Oui, mais il ne devait pas y avoir un débat sur «Vivre et travailler au pays», le programme commun ?

— Si, à 17 h, mais il n'y avait pas assez de gens, on n'est qu'entre camarades. Alors, on passe des disques, les musiciens s'entraînent, ça fait passer le temps, on fera peut-être le débat quand il y aura du monde.

— Pourquoi n'y a-t-il pas de bouquins de luttes, de la musique révolutionnaire ?

— Ce chapiteau est révolutionnaire en lui-même, et après tout, c'est ce qui plaît aux jeunes ! Alors si on veut attirer du monde et faire de l'argent, il en faut pour tous les goûts !

A l'intérieur, même pas cent personnes sont assises et attendent (il y a pas mal de gens trop âgés pour être au MJ«C»F qui s'intéressent au «Vibrarock»), tout le monde se retourne quand il entre une nouvelle personne, le vacarme est insupportable et empêche

toute discussion, pas un seul stand de lutte ; uniquement la buvette (tarifs commerciaux : 2,50 F la boisson, et 3,00 F le sandwich).

D'un autre côté, il y a la librairie : des bouquins sur la vie des Rolling Stones, Pink Floyd, Beattles, etc.

Depuis le début on s'est fait racoler cinq fois «tu veux adhérer au MJCF ?» Sur un ton de plus en plus agressif ! Un camarade discute avec un gars des JC au sujet de la pub : «Ricard avec le P«C»F, c'est plus de la pub. — Oui, mais tu comprends, il y a des boîtes qui savent où est leur intérêt !

La discussion continuant le camarade argumente toujours ses dires. Le J«C» se retrouve coincé et l'envoie promener : «Tu reprends, les arguments de certains gauchistes, réfléchis bien à ce que tu dis», et hop au revoir ! Et c'est un peu plus tard à 22 h, à l'intervention centrale, que nous nous apercevons que ce J«C» est Francis Combes secrétaire national du MJ«C»F. Une intervention sans enthousiasme sous le chapiteau où des 150 personnes présentes, la plupart n'écoutent pas, discutent à voix haute, la buvette et la bouffe étant envahies. A la fin applaudissements très brefs.

«Pas de question, bon ! Et bien, le débat est fini, place au concert !

Nous sommes rentrés chez nous écumés par ces

## nouvelles intérieures

# De Guiringaud - Brejnev à Moscou Komarov et le navire Smolny à Cherbourg

C'est au début de cette semaine qu'ont commencé à Moscou les entretiens entre le ministre français des Affaires étrangères et Brejnev. Le but de ces entretiens est de préparer la venue du chef des armées agressives en France.

dée par Komarov, le vice-ministre du commerce extérieur soviétique, qui prépare lui aussi la visite de Brejnev en France.

Lors du départ de la flotte russe de Cherbourg, le député-maire Darinot, membre du Parti socialiste, adressait



Ci-dessus la délégation ministérielle soviétique reçue par le patronat de Cherbourg (2<sup>e</sup> à gauche : Komarov, à sa gauche : Miller le patron de l'UIE).

Ces entretiens sont très courtois, chacun vante «les mérites des bons rapports franco-soviétiques», surtout de Guiringaud.

A la fin du mois de mai, le navire-école russe Smolny a quitté Cherbourg, après une escale de cinq jours. A Cherbourg aussi, au même moment, une délégation soviétique a visité un chantier, le chantier de l'UIE, sous la conduite de Miller, PDG et de ses principaux collaborateurs. La délégation soviétique était prési-

un message à l'Amiral Egorov, commandant de la flotte russe du Nord. Il y déclarait en conclusion : «Ces très belles journées, souvenirs inoubliables pour nos concitoyens, faciliteront notre démarche commune vers la recherche de la paix dans le monde».

Les autorités françaises, que ce soit le gouvernement lui-même, ou des autorités locales comme le maire de Cherbourg, se sont lancées dans une vaste campagne au service de Moscou : il s'agit de bien préparer la visite de Brejnev !

Un point important de la propagande bourgeoise est de parler à ce propos de l'amitié entre les peuples français et soviétiques. C'est l'appel de Giscard au peuple russe à la télévision soviétique, ce sont les représentations théâtrales de l'armée russe à Cherbourg pour «renforcer l'amitié entre les deux peuples».

Les marxistes-léninistes considèrent que les peuples du monde doivent renforcer leur amitié.

Nous portons de l'amitié aux peuples soviétiques qui sont aujourd'hui les descendants de ceux qui ont fait la Révolution d'Octobre 1917, ceux qui ont grandement contribué à vaincre le nazisme pendant la seconde guerre mondiale, ceux qui ont édifié de leurs mains l'URSS de Lénine et de Staline.

On voit tout de suite que tel n'est pas et ne peut pas être le but de Giscard ou d'un Darinot quelconque. Ce que ces gens-là voient, ce sont les affaires qu'ils peuvent réaliser avec les nouveaux bourgeois qui règnent aujourd'hui en URSS, avec ceux qui exploitent cruellement les peuples soviétiques précisément, avec un Brejnev qui enferme les contestataires dans des camps de concentration et prépare la guerre de façon intensive.

Et pour faire des affaires, pour passer des contrats, le gouvernement et autres politiciens français flattent Brejnev, font des courbettes, préchent une «détente» qui n'existe nulle part. Ils favorisent ainsi les projets agressifs des nouveaux tsars du Kremlin.

Une seule organisation révolutionnaire de la jeunesse : la jeunesse communiste marxiste-léniniste de France !

Reportage fait par des jeunes marxistes-léninistes de l'Hérault.



## Communiqué du Comité de coordination des foyers Sonacotra en grève

Le Comité de coordination des foyers Sonacotra en grève appelle tous les travailleurs immigrés et français à fêter le retour de nos camarades expulsés de France en avril 1976 et à exiger le retour de tous ceux qui le sont encore, le samedi 11 juin de 9 h à 24 h, à Champigny (94), 79 rue du Monument.

Pour les transports sur les lieux de cette fête de l'unité ouvrière et populaire, prendre le RER jusqu'à la station de Champigny puis le bus No 208.

VIVE L'UNITE DE NOS 24 NATIONALITES !

VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS

IMMIGRES DES FOYERS SONACOTRA

SONACOTRA CEDERA

TRAVAILLEURS FRANÇAIS-IMMIGRES,

UNE SEULE CLASSE OUVRIERE !

VIVE LE COMITE DE COORDINATION

## Foyers Sonacotra en lutte

# De nouvelles perspectives d'élargissement de la grève (2)

Comme nous le relations hier, la grève a repris au foyer d'Élancourt (région parisienne) après plusieurs mois de paiement. Cela n'est qu'un fait représentatif d'une situation plus générale aujourd'hui comme le montre le récit de deux journées d'activité du Comité de Coordination le week-end dernier à Dijon.

Ce qu'il faut dire tout d'abord, c'est que la Sonacotra a annoncé une nouvelle augmentation des loyers pour le 1er juillet. Dans certains foyers, elle serait de 20 % environ ! Cela est ressenti comme une provocation par de nombreux résidents en grève mais aussi dans d'autres foyers qui ont fait grève l'année passée et qui l'avaient interrompue pour des raisons diverses, dont la tactique de négociation foyer par foyer préconisée par la CGT et le PCF en divers endroits. Il en va de même dans des foyers qui n'avaient pas été touchés par la grève, car cette augmentation intervient à un moment où le pouvoir d'achat diminue réellement pour beaucoup d'ouvriers et où le chômage sévit avec force notamment chez les travailleurs immigrés (dans certains foyers il y a jusqu'à 50 % de chômeurs !)

Dans deux foyers Sonacotra de Dijon, la grève avait été suivie pendant plusieurs mois en 1976. Ce furent les premiers foyers à être victimes des jugements pour saisies-arrêts sur salaires (dès le mois de juin 76). Cette action judiciaire, combinée aux pressions diverses des partisans de la négociation foyer par foyer, aux erreurs gauchistes et sectaires de certains militants du soutien, a rapidement conduit à la rupture de l'unité et de la mobilisation des grévistes et à la reprise des paiements.

Samedi dernier, le Comité de Coordination était invité par le syndicat des cheminots de la Côte d'Or à participer à la fête de l'Union départementale CFDT dans la banlieue de

Dijon. Plusieurs projections de montage-diapositives, suivies de débats eurent lieu pendant ces deux jours et furent très intéressantes à plus d'un titre (nous en reparlerons demain).

Pendant ces deux jours, les représentants du Comité de Coordination se rendirent également dans les deux foyers (Mistral et Fontaine-aux-cruches) cités plus haut. A chaque fois, la masse des résidents présents dans les foyers se mobilisait avec enthousiasme pour assister à la projection du montage-diapos et écouter les informations et appels à la lutte du Comité de Coordination. Deux assemblées générales regroupant la quasi-totalité des résidents présents (plus d'une centaine à chaque fois) se sont déroulées dans chaque foyer pour discuter de la situation d'ensemble de la grève, de la plate-forme revendicative. A l'issue de ces assemblées la grève était décidée à nouveau à l'unanimité et un comité de résidents élu pour chaque foyer. Les comités de résidents se réunissaient aussitôt avec la coordination pour procéder à un rapide bilan du passé et envisager les tâches de mobilisation et des contacts étaient pris avec des travailleurs français en vue de préparer la mise sur pied d'un comité de soutien. C'est dans l'enthousiasme que se sont séparés la Coordination et les résidents de Dijon avec une résolution commune de tenir bon jusqu'à satisfaction de toutes les revendications. Voilà un témoignage concret des riches possibilités d'extension et du renforcement de la lutte à l'heure actuelle.

## Alsthom-Savoisienne - St-Ouen

# « On a gagné malgré la trahison »

Malgré le sabotage de la lutte par la direction de la CGT, les licenciements des délégués sont transformés en 3 jours de mise à pied.

Trois coups de poignards dans le dos :

\* vendredi 27 mai, suite à l'invasion massive des bureaux de la direction, la CGT désavoue publiquement par tract de prétendus « excès », enfonçant ainsi un coin dans l'unité des travailleurs et offrant un prétexte à la direction pour frapper. Ça n'a pas raté : dans la première semaine de juin, la direction prépare le licenciement de 3 délégués CFDT.

\* Jeudi 2 juin, bafouant le vote majoritaire des grévistes pour occuper l'usine, la CGT désavoue cette décision à la dernière minute, ce qui sabote le piquet de grève.

\* Lundi 6 juin, malgré la décision prise en intersyndicale de cesser le travail de lundi 14 h jusqu'à l'annulation du CE extraordinaire (pour les licenciements) qui devait se tenir mercredi, la CGT renie une seconde fois ses déclarations : elle refuse d'appeler au débrayage le lendemain matin dès l'embauche, comme cela était convenu et clairement annoncé devant tout le monde.

Le lendemain mardi, tandis que la CFDT maintient l'appel à la grève des 7 h, la CGT ne sort même pas un tract.

Comme le dit nettement le tract CFDT « Autant dire clairement que la CGT est

d'accord pour licencier les délégués ». Le tract précise :

« Les travailleurs jugent sur les actes et pas sur les belles paroles. Pour un mouvement national, on est beaucoup moins regardant pour savoir si il y a majorité ou non pour appeler à débrayer... »

« En clair, la direction cherche à démanteler la CFDT suite au mouvement de grève sans précédent qui a agité l'usine depuis 11 semaines. Et ce avec la complicité du syndicat CGT (sans oublier la CGC).

« A l'heure où dans toute la France, le plan Barre signifie non seulement blocage des revendications, des salaires, mais aussi chômage et licenciement des délégués »

« A l'heure où les ban-

des fascistes tirent à Reims sur un ouvrier dans un piquet de grève parce qu'il lutte comme ici à l'Alsthom contre un licenciement de délégués »

« A l'heure où à l'Alsthom-Savoisienne le durcissement du patronat se traduit par des milices privées armées la nuit avec des chiens policiers, des piquets antigreve de cadres et de maîtrise et le licenciement d'otages selon des méthodes nazies »

« Désertez la lutte à un tel moment, C'EST TROP GRAVE ! »

« C'est pourquoi nous appelons à la conscience de classe des travailleurs. Ne suivez pas les consignes des traîtres qui collaborent avec la direction pour le licenciement de délégués CFDT. »

ARRETEZ MASSIVEMENT LE TRAVAIL DES 7 HEURES.

Surmontant le dégoût et l'écœurement, près d'une centaine de travailleurs déterminés occupaient les couloirs et les bureaux en criant « Non aux licenciements ! Non à la trahison ! ».

Dans la matinée, on apprenait que les licenciements étaient annulés et transformés en mise à pied. Malgré la trahison, les travailleurs ont gagné !

A cette nouvelle, les grévistes forment un cortège derrière la banderole CFDT et défilent dans tous les ateliers de l'usine en criant : « On a gagné sans la CGT », « On a gagné malgré les traîtres ! ».

Après quoi, les responsables CGT déclaraient dans un tract que c'est grâce à « l'union de tous les salariés » que les licenciements sont annulés. Quelle hypocrisie de la part de ceux qui ont tout fait pour briser l'unité et empêcher la lutte !

Correspondant HR

## Eure-et-Loir

# Occupation de la chambre d'agriculture

Les salariés des Chambres d'agriculture en ont plus que marre de n'avoir aucune augmentation de salaire depuis janvier 1976. Dans certains départements, par la lutte, ils ont pu en obtenir.

Ce n'est pas le cas en Loire-Atlantique par exemple, où les salariés sont en grève depuis 10 jours, et surtout pas en Eure-et-Loire. Ici le patron c'est Perrin président national des Chambres d'agriculture et représentants des paysans capitalistes.

Perrin est d'accord avec le plan Barre, bien sûr, et nous propose 3,25 % nous refusons.

En Eure-et-Loire, timide-

ment, le personnel s'unit pour la riposte. Un pas a été fait dans ce sens le 24 mai. Une partie a fait grève.

Et pour la première fois, la Chambre fut occupée une partie de la journée de jeudi, par 70 salariés venant des départements des pays de Loire et de Bretagne. C'est avec banderoles, mots d'ordre : « Nous aurons, nous voulons 300 F », « Nous gagnerons si ensemble nous luttons » et avec des chansons qu'ils ont défilé dans les couloirs. Ils ont appelé le personnel à se joindre à eux. Ils furent approuvés avec enthousiasme : « Ils sont courageux, nous qui n'osons pas », « ils ont rai-

son, ça va faire les pieds à Perrin », « c'est bien ce qu'ils disent ».

En début d'après-midi, les portes sont bloquées ; le personnel de la Chambre est invité par les occupants à ne pas travailler. Celui-ci accepte sans aucune réticence d'ailleurs... sauf les chefs. On discute un peu. Des cars de CRS arrivent : 2 CRS pour 1 gréviste.

Ça ne traîne pas, M. Perrin ! Mais gare à toi et tes petits copains ! Si cette fois nous sommes sortis contre notre gré trop vite, il s'est passé quelque chose pour le personnel... de la bonne graine est semée.

Une salariée

## L'affaire de la centrale nucléaire du Pellerin

# Liberté pour les otages !



Mobilisation dans la région nantaise pour le procès ce vendredi des 5 paysans - dont une femme - arrêtés la semaine dernière et maintenus en détention préventive. Ci-contre, 4 des inculpés qui gardent manifestement un excellent moral.